

**No. 47511**

---

**Brazil  
and  
Benin**

**Technical Cooperation Agreement between the Government of the Federative Republic of Brazil and the Government of the Republic of Benin. Brasilia, 11 August 2005**

**Entry into force:** *3 October 2008 by notification, in accordance with article IX*

**Authentic texts:** *French and Portuguese*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Brazil, 4 May 2010*

---

**Brésil  
et  
Bénin**

**Accord de coopération technique entre le Gouvernement de la République fédérative du Brésil et le Gouvernement de la République du Bénin. Brasilia, 11 août 2005**

**Entrée en vigueur :** *3 octobre 2008 par notification, conformément à l'article IX*

**Textes authentiques :** *français et portugais*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Brésil, 4 mai 2010*

[ FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD DE COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE  
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL ET LE GOUVERNEMENT  
DE LA RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

Le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil

et

Le Gouvernement de la République du Bénin  
(ci-après dénommés "Parties contractantes"),

Désireux de développer et de renforcer les relations d'amitié et de coopération entre les peuples brésilien et béninois;

Considérant l'intérêt mutuel de perfectionner et stimuler le développement social et économique des deux pays;

Convaincus de la nécessité de donner un accent particulier sur le développement durable des pays du sud;

Reconnaissant les avantages d'une coopération Sud-Sud mutuellement avantageuse dans le domaine de la coopération technique,

Conviennent de ce qui suit:

ARTICLE I

Le présent Accord de Coopération technique, dénommé "Accord", a pour objet de promouvoir la coopération technique dans les domaines considérés prioritaires pour les Parties contractantes.

ARTICLE II

1. Les Parties contractantes s'engagent à promouvoir et développer la coopération technique entre les deux pays dans les domaines de la santé, de l'agriculture, des sports, ainsi que dans tous autres domaines convenus d'accord-parties.

2. Les programmes et projets de coopération technique seront mise en oeuvre au moyen d'accords subsidiaires.
3. Les institutions et organes chargés de l'exécution et de la coordination, ainsi que les données nécessaires à la mise en oeuvre des programmes et projets susmentionnés seront définis par des accords subsidiaires.
4. Pourront participer à la mise en oeuvre des programmes et projets découlant de cet accord des acteurs des secteurs public et privé, ainsi que les organisations non-gouvernementales des deux pays, conformément aux accords subsidiaires.
5. Les Parties contractantes contribueront, ensemble ou séparément, à la mise en oeuvre des programmes et projets approuvés et rechercheront au besoin le financement auprès d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux.

### ARTICLE III

1. Les représentants des Parties contractantes se réuniront afin d'examiner les questions liées aux programmes et projets, notamment:
  - a) la détermination des domaines prioritaires pour la coopération technique;
  - b) l'adoption des mécanismes et des procédures qui seront suivis par les Parties contractantes;
  - c) l'examen, l'approbation et la mise en oeuvre des programmes et projets;
  - d) l'examen et l'approbation des Plans de travail des programmes et projets; et
  - e) l'évaluation des résultats de l'exécution des programmes et projets mis en oeuvre conformément au présent Accord.
2. Le lieu et la date des réunions seront arrêtés par voie diplomatique.

### ARTICLE IV

Chaque Partie contractante s'engage à ce que les documents, informations et autres données obtenus au cours de la mise en oeuvre du présent Accord ne soient ni communiqués ni transmis à des parties tierces sans obtenir au préalable le consentement écrit de l'autre Partie.

ARTICLE V

Chaque Partie contractante accorde au personnel envoyé par l'autre Partie, aux termes du présent Accord, le soutien logistique nécessaire à son installation, les moyens de déplacement, les informations nécessaires à l'accomplissement des tâches spécifiques, ainsi que toutes autres facilités qui seront spécifiées par les Accords subsidiaires.

ARTICLE VI

1. Chaque Partie contractante accorde au personnel envoyé par l'autre Partie conformément au présent Accord ainsi qu'aux membres de sa famille, sur la base de la réciprocité, des qu'ils ne s'agit pas de brésilien dans le territoire du Brésil ou d'étrangers avec résidence permanente au Brésil:

- a) les visas conformément à la législation de chaque Partie contractante, demandés par voie diplomatique;
- b) l'exemption des taxes douanières et autres impôts liés à l'importation d'effets personnels, dans les six premiers mois suivant la date d'arrivée, à l'exception des impôts relatifs à l'entreposage, au transport ou autres services similaires, destinés à une première installation, quand la période de séjour légal dans le pays hôte dépasse une année. Ces objets seront réexportés à la fin de la mission, sauf si les taxes à l'importation dont ils avaient été exonérés sont payés ;
- c) l'exemption de l'impôt sur les traitements et salaires payés au personnel par les institutions de la Partie contractante qui l'a envoyé. En ce qui concerne la rémunération et les allocations quotidiennes payées par les institutions du pays hôte, la loi de ce pays est appliquée, en tenant compte des accords sur la double-imposition qui peuvent avoir été signés entre les Parties contractantes;
- d) les facilités de rapatriement dans les situations de crise.

2. Les facilités et exemptions visées au Paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux ressortissants d'une Partie ayant un statut de résident permanent sur le territoire de l'autre, ni aux étrangers résidents permanents.

3. La sélection du personnel est faite par la Partie contractante qui l'envoie et doit être approuvée par l'autre Partie.

## ARTICLE VII

Le personnel envoyé sur le territoire d'une Partie, en application du présent Accord, se comportera conformément aux termes de chaque programme, projet ou activité, et sera assujéti aux lois et règlements du pays hôte, sous réserve des dispositions de l'Article VI du présent Accord.

## ARTICLE VIII

1. Les équipements, biens et articles fournis par une Partie contractante à l'autre dans le cadre de la mise en oeuvre des programmes et projets conformément au présent Accord, et aux Accords subsidiaires respectifs, sont exemptés des taxes à l'importation et à l'exportation, et autres charges, à l'exception des frais d'entreposage, de transport et autres services.

2. Les équipements, biens et autres articles, qui seront utilisés pour l'exécution des programmes et projets développés aux termes de cet Accord seront mis à la disposition de la Partie contractante bénéficiaire à l'exception de ceux qui seront déterminés de commun accord. En cas de reexportation des équipements, biens et autres articles, ils feront l'objet d'exemption des taxes à l'importation et à l'exportation, et autres charges à l'exception des frais d'entreposage, de transport et autres services.

3. En cas d'importation ou d'exportation d'équipements, biens et articles dans le cadre des programmes, projets et activités conformément au présent Accord, l'institution publique chargée de l'exécution est responsable de l'accomplissement des formalités douanières liées aux exemptions.

## ARTICLE IX

1. Chaque Partie contractante notifie à l'autre l'accomplissement des formalités constitutionnelles nécessaires à l'approbation du présent Accord. L'Accord entre en vigueur à la date de réception de la seconde notification.

2. Le présent Accord est valable pour une durée de 5 (cinq) ans renouvelable par tacite reconduction à moins que l'une des Parties notifie à l'autre, par voie diplomatique, son intention de le dénoncer, au moins 6 (six) mois avant la date d'effet de la dénonciation.

3. En cas de dénonciation du présent Accord, les programmes et projets en cours d'exécution ne seront pas affectés, sauf si les Parties contractantes conviennent autrement par écrit.

4. Le présent Accord peut être amendé conformément aux dispositions du premier paragraphe de cet Article.

ARTICLE X

Tout différend relatif à l'application ou à la modification du présent accord sera réglé par voie diplomatique.

Le présent Accord a été conclu en deux exemplaires originaux, en portugais et en français, les deux textes faisant également foi.

Fait à Brasilia, le 11 août 2005

\_\_\_\_\_  
POUR LE GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE  
DU BRÉSIL

\_\_\_\_\_  
POUR LE GOUVERNEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

[ PORTUGUESE TEXT – TEXTE PORTUGAIS ]

ACORDO DE COOPERAÇÃO TÉCNICA ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA  
FEDERATIVA DO BRASIL E O GOVERNO DA REPÚBLICA DO BENIN

O Governo da República Federativa do Brasil

e

O Governo da República do Benin  
(doravante denominados “Partes Contratantes”),

Desejosos de desenvolver e de reforçar as relações de amizade e de  
cooperação entre os povos brasileiro e beninense;

Considerando o interesse mútuo em aperfeiçoar e estimular o  
desenvolvimento sócio-econômico de ambos os países;

Convencidos da necessidade de dar ênfase ao desenvolvimento  
sustentável dos países do Sul;

Reconhecendo as vantagens de uma cooperação Sul-Sul mutuamente  
vantajosa do domínio da cooperação técnica,

Acordam o seguinte:

ARTIGO I

O presente Acordo de Cooperação Técnica, doravante denominado  
‘Acordo’, tem por objeto promover a cooperação técnica nas áreas consideradas  
prioritárias pelas Partes Contratantes.

ARTIGO II

1. As Partes Contratantes se comprometem a promover e desenvolver a  
cooperação técnica entre os dois países nas áreas da saúde, da agricultura, dos  
esportes, assim como em todas as outras áreas consideradas prioritárias pelas Partes  
Contratantes.

2. Os programas e projetos de cooperação técnica serão implementados por meio de Ajustes Complementares.

3. As instituições e órgãos responsáveis pela execução e pela coordenação, assim como os insumos necessários à execução dos programas e projetos supramencionados serão definidos por meio de Ajustes Complementares.

4. Poderão participar na execução de programas e projetos decorrentes deste Acordo entidades dos setores público e privado, assim como, organizações não-governamentais dos dois países, em conformidade com os Ajustes Complementares.

5. As Partes Contratantes contribuirão, conjunta ou separadamente, para a execução dos programas e projetos aprovados e buscarão financiamento junto a parceiros bilaterais e multilaterais.

### ARTIGO III

1. Serão realizadas reuniões entre representantes das Partes Contratantes para tratar de assuntos pertinentes aos programas e projetos de cooperação técnica, como:

- a) definir áreas comuns prioritárias nas quais seria viável a implementação de cooperação técnica;
- b) estabelecer mecanismos e procedimentos a serem adotados pelas Partes Contratantes;
- c) analisar e aprovar a execução de programas e projetos de cooperação técnica;
- d) analisar e aprovar os Planos de Trabalho dos programas e projetos de cooperação técnica; e
- e) avaliar os resultados da execução dos programas e projetos implementados no âmbito deste Acordo.

2. O local e data das reuniões serão acordados por via diplomática.

### ARTIGO IV

Cada uma das Partes Contratantes garantirá que os documentos, informações e outros conhecimentos obtidos em decorrência da implementação deste Acordo não sejam divulgados nem transmitidos a terceiros sem o prévio consentimento por escrito da outra Parte Contratante.



ARTIGO V

As Partes Contratantes assegurarão ao pessoal enviado por uma das Partes Contratantes, no âmbito do presente Acordo, todo o apoio logístico necessário relativo à sua instalação, facilidades de transporte e acesso à informação necessária ao cumprimento de suas funções específicas, bem como outras facilidades a serem especificadas nos Ajustes Complementares.

ARTIGO VI

1. Cada Parte Contratante concederá ao pessoal designado pela outra Parte Contratante para exercer suas funções no seu território, no âmbito do presente Acordo, bem como aos seus dependentes legais, quando for o caso, com base na reciprocidade de tratamento, desde que não se trate de brasileiros em território nacional ou estrangeiros com residência permanente no Brasil:

- a) vistos, conforme as regras aplicáveis a cada Parte Contratante, solicitados por canal diplomático;
- b) isenção de taxas aduaneiras e de outros impostos incidentes sobre a importação de objetos pessoais, durante os primeiros seis meses de estada, com exceção de taxas relativas a despesas de armazenagem, transporte e outros serviços conexos, destinados à primeira instalação, sempre que o prazo de permanência legal no país anfitrião seja superior a um ano. Tais objetos deverão ser reexportados ao final da missão, a menos que os impostos de importação, dos quais foram originalmente isentos, sejam pagos;
- c) isenção de impostos sobre renda quanto a salários a cargo de instituições da Parte Contratante que os enviou. No caso de remunerações e diárias pagas pela instituição que os recebe, será aplicada a legislação do país anfitrião, observados os acordos de bitributação eventualmente firmados entre as Partes Contratantes;
- d) facilidades de repatriação em situações de crise.

2. As facilidades e isenções previstas no Parágrafo 1 não se aplicam aos cidadãos de uma das Partes em situação de residente permanente no território da outra parte, nem aos estrangeiros com residência permanente.

3. A seleção do pessoal será feita pela Parte Contratante que o envie e deverá ser aprovada pela Parte Contratante que o recebe.

## ARTIGO VII

O pessoal enviado de um país a outro no âmbito do presente Acordo deverá atuar em função do estabelecido em cada programa e projeto e estará sujeito às leis e regulamentos vigentes no território do país anfitrião, ressalvado o disposto no Artigo VI do presente Acordo.

## ARTIGO VIII

1. Os bens, equipamentos e outros itens eventualmente fornecidos por uma Parte Contratante à outra, para a execução de programas e projetos desenvolvidos no âmbito deste Acordo, como definido e aprovado no respectivo Ajuste Complementar, serão isentos de taxas, impostos e demais gravames de importação e de exportação, com exceção daqueles relativos a despesas de armazenagem, transporte e outros serviços conexos.

2. Os bens, equipamentos e outros itens que serão utilizados na execução dos programas e projetos desenvolvidos nos termos do presente Acordo serão colocados à disposição da parte Contratante beneficiária, exceto aqueles que forem determinados, de comum acordo. Em caso de re-exportação dos equipamentos, bens e outros itens serão isentos de taxas, impostos e demais gravames de importação e de exportação, com exceção daqueles relativos a despesas de armazenagem, transporte e outros serviços conexos.

3. No caso da importação ou exportação de bens destinados à execução de programas e projetos desenvolvidos no âmbito do Acordo, a instituição pública encarregada da execução será responsável pelas medidas necessárias à liberação alfandegária dos referidos bens.

## ARTIGO IX

1. Cada Parte Contratante notificará a outra, por via diplomática, do cumprimento das formalidades legais internas necessárias à entrada em vigor do presente Acordo, que terá vigência a partir da data de recebimento da última dessas notificações.

2. O presente Acordo terá vigência de 5 (cinco) anos e será automaticamente renovado a menos que uma das Partes Contratantes manifeste, por via diplomática, sua intenção de denunciá-lo, com pelo menos 6 (seis) meses de antecedência à sua renovação automática.

3. Em caso de denúncia do presente Acordo, os programas e projetos em execução não serão afetados, salvo quando as Partes Contratantes convierem diversamente, por escrito.

4. O presente Acordo poderá ser emendado nos termos do parágrafo primeiro deste Artigo.

ARTIGO X

As controvérsias surgidas na implementação ou modificação do presente Acordo serão dirimidas por via diplomática.

O presente Acordo foi feito em dois (2) exemplares originais nas línguas portuguesa e francesa, sendo ambos os textos igualmente autênticos.

Feito em Brasília, em 11 de agosto de 2005.

PELO GOVERNO DA REPÚBLICA  
FEDERATIVA DO BRASIL  
CELSO AMORIM  
Ministro de estado das Relações Exteriores

PELO GOVERNO DA REPÚBLICA  
DO BENIN  
ROGATIEN BIAOU  
Ministro dos Negócios Estrangeiros

[TRANSLATION – TRADUCTION]

TECHNICAL COOPERATION AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF BENIN

The Government of the Federative Republic of Brazil and the Government of the Republic of Benin (hereinafter referred to as “the Contracting Parties”),

Desiring to develop and strengthen relations of friendship and cooperation between the Brazilian and Beninese peoples,

Considering their mutual interest in advancing and stimulating the social and economic development of the two countries,

Convinced of the need to place special emphasis on the sustainable development of the countries of the South,

Recognizing the advantages of mutually beneficial South-South cooperation in the area of technical cooperation,

Have agreed as follows:

*Article I*

The present Technical Cooperation Agreement, known as “the Agreement”, is aimed at promoting technical cooperation in priority areas designated by the Contracting Parties.

*Article II*

1. The Contracting Parties undertake to promote and develop technical cooperation between the two countries in the areas of health, agriculture and sports, and in such other areas as may be agreed upon.

2. Technical cooperation programmes and projects shall be implemented through subsidiary agreements.

3. Executing and coordinating institutions and agencies, as well as the necessary data for the implementation of the aforementioned programmes and projects, shall be defined in subsidiary agreements.

4. In accordance with the subsidiary agreements, public- and private-sector actors as well as non-governmental organizations in the two countries may participate in the implementation of the programmes and projects deriving from this Agreement.

5. The Contracting Parties shall contribute, together or separately, to the implementation of approved programmes and projects and shall seek financing, as needed, from other bilateral and multilateral partners.

*Article III*

1. Representatives of the Contracting Parties shall meet in order to consider programme- and project-related issues, in particular:
  - (a) determination of priority areas for technical cooperation;
  - (b) adoption of mechanisms to be used, and procedures to be followed, by the Contracting Parties;
  - (c) consideration, approval and implementation of programmes and projects;
  - (d) consideration and approval of work plans for programmes and projects; and
  - (e) evaluation of the outcome of programmes and projects implemented under the present Agreement.
2. The place and date of the meetings shall be established through the diplomatic channel.

*Article IV*

Each Contracting Party undertakes to ensure that the documents, information and other data obtained in the course of implementing the present Agreement are neither communicated nor transmitted to third parties without the prior written consent of the other Party.

*Article V*

In accordance with the provisions of the present Agreement, each Contracting Party shall provide the personnel dispatched by the other Party with the necessary logistical support for their installation, the means of travel, the information necessary for the completion of specific tasks, and all other privileges specified in the subsidiary Agreements.

*Article VI*

1. Under the provisions of the present Agreement, each Contracting Party shall grant the personnel dispatched by the other Party, as well as their family members, on a reciprocal basis and provided that they are not Brazilians in the territory of Brazil or foreigners enjoying permanent residence in Brazil:
  - (a) visas in accordance with the legislation of each Contracting Party, requested through the diplomatic channel;
  - (b) exemption from customs duties and other taxes on the import of personal effects in the first six months after the date of arrival, except for taxes on storage, transport or other similar services in connection with the initial installation when the period of the legal stay in the host country exceeds one year. Those items shall be re-exported at the conclusion of the assignment, unless the import taxes from which they were exempt are paid;

- (c) tax exemptions on the salaries and wages paid to personnel by institutions of the Contracting Party that dispatched them. With regard to remuneration and daily subsistence allowance paid by the institutions of the host country, the law of that country shall be applicable, taking into account any double taxation agreements that may have been signed between the Contracting Parties;
- (d) repatriation privileges in crisis situations.

2. The privileges and exemptions referred to in paragraph 1 shall not apply to nationals of one Party who have permanent residence status in the territory of the other, or to permanent foreign residents.

3. The selection of personnel shall be made by the sending Contracting Party and must be approved by the other Party.

#### *Article VII*

Personnel dispatched to the territory of one Contracting Party pursuant to the present Agreement shall abide by the terms of each programme, project or activity, and shall be subject to the laws and regulations of the host country, and to the provisions of article VI of the present Agreement.

#### *Article VIII*

1. Equipment, goods and articles provided by one Contracting Party to the other for the implementation of programmes and projects under the present Agreement and its respective subsidiary agreements shall be exempt from import and export duties and other charges except for the cost of storage, transport and other services.

2. The equipment, goods and other articles to be used for the implementation of programmes and projects under the present Agreement shall be made available to the beneficiary Contracting Party, with certain exceptions to be determined by mutual agreement. Equipment, goods and other articles that are re-exported shall be exempt from import and export duties and other charges, except for the cost of storage, transport and other services.

3. If equipment, goods and articles are imported or exported for the purpose of implementing programmes, projects and activities under the present Agreement, the public institution serving as the executing institution shall be responsible for completing the procedures necessary to obtain their exemption from customs duties.

#### *Article IX*

1. Each Contracting Party shall notify the other of the completion of the constitutional formalities necessary for the approval of the present Agreement. The Agreement shall enter into force on the date of receipt of the second such notification.

2. The present Agreement shall be valid for a period of five years and shall be automatically renewable unless one of the Parties notifies the other, through the diplo-

matic channel, of its intention to denounce the Agreement at least six months prior to the date that the denunciation is to become effective.

3. In the event of denunciation of the present Agreement, programmes and projects under way shall not be affected unless the Contracting Parties agree otherwise in writing.

4. The present Agreement may be amended in accordance with the provisions of the first paragraph of this article.

*Article X*

Any dispute over the application or amendment of the present Agreement shall be settled through the diplomatic channel.

The present Agreement has been concluded in two original copies, in the Portuguese and French languages, both texts being equally authentic.

DONE in Brasilia, on 11 August 2005.

For the Government of the Federative Republic of Brazil:

CELSO AMORIM

For the Government of the Republic of Benin:

ROGATIEN BIAOU